



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 69.750/2/V
du 4 août 2021

sur

un avant-projet de loi
‘modifiant la loi du
18 septembre 2017 relative à la
prévention du blanchiment de
capitaux et du financement du
terrorisme et à la limitation de
l’utilisation des espèces afin
d’introduire des dispositions
relatives au statut et au
contrôle des prestataires de
services d’échange entre
monnaies virtuelles et
monnaies légales et des
prestataires de services de
portefeuilles de conservation’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 69.750/2/V
van 4 augustus 2021

over

een voorontwerp van wet ‘tot
wijziging van de wet van
18 september 2017 tot
voorkoming van het witwassen
van geld en de financiering van
terrorisme en tot beperking van
het gebruik van contanten om
bepalingen in te voeren rond
het statuut van en het toezicht
op aanbieders van diensten
voor het wisselen tussen
virtuele valuta en fiduciaire
valuta en aanbieders van
bewaarportemonnees’

Le 29 juin 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit* jusqu'au 13 août 2021, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces afin d'introduire des dispositions [relatives] au statut et au contrôle des prestataires de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales et des prestataires de services de portefeuilles de conservation'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 4 août 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 août 2021.

*

Op 29 juni 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 13 augustus 2021 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten om bepalingen in te voeren rond het statuut van en het toezicht op aanbieders van diensten voor het wisselen tussen virtuele valuta en fiduciaire valuta en aanbieders van bewaarportemonnees'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 4 augustus 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 augustus 2021.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

INTITULÉ

Dans la version française, le mot « relatives » doit être inséré entre le mot « dispositions » et les mots « au statut ».

DISPOSITIF

Article 2

1. La section de législation s'interroge sur la portée du nouvel alinéa 8 de l'article 5, § 1^{er}, en projet de la loi du 18 septembre 2017 'relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces'.

La question se pose, en effet, de savoir si la notion de « personnes physiques ou morales relevant du droit d'un État tiers » fait référence à la définition d'« entité assujettie relevant du droit d'un pays tiers ». La question se pose également de savoir si l'objectif de l'alinéa 8 est de déroger à l'alinéa 7. En d'autres termes, il n'apparaît pas clairement si un prestataire de service d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales ou un prestataire de services de portefeuilles de conservation établi sur le territoire belge au sens de l'alinéa 7 (installation d'infrastructures électroniques) pourrait se voir interdire toutes prestations dès lors qu'il relèverait du droit d'un état tiers, parce qu'il y aurait une succursale par exemple ou parce qu'il y aurait son siège social.

2. Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« En ce qui concerne la portée du nouvel alinéa 8 de l'article 5, § 1^{er} de la loi du 18 septembre 2017, il vise à insérer dans la loi une disposition destinée à interdire la prestation de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales et de services de portefeuilles de conservation à toute personne physique ou morale relevant du droit d'un État tiers. En effet, étant donné les risques que représentent les services d'échange de monnaies virtuelles et les services de portefeuille de conservation en terme de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme et potentiellement également pour la stabilité financière belge, et compte tenu de l'incertitude quant à la réglementation applicable en dehors de l'Union européenne, il paraît plus prudent d'interdire toute

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

prestation de ce type de services en Belgique par des entités ne relevant pas du droit d'un État membre de l'EEE. Comme mentionné dans le projet d'exposé des motifs, cette interdiction est inspirée de celle applicable aux Pays-Bas et elle est également envisagée dans le cadre des discussions européennes sur le projet de Règlement du Parlement européen et du Conseil sur les marchés de crypto-actifs. Dans ce projet, un siège social dans l'Union européenne est en effet requis.

Cet alinéa n'est donc aucunement lié à l'alinéa précédent et il doit se lire de manière autonome.

La notion de 'personnes physiques ou morales relevant du droit d'un état tiers' ne fait pas référence à la définition de 'entité assujettie relevant du droit d'un pays tiers'. Les prestataires précités n'étant pas autorisés à prêter leurs services en Belgique, ils ne seront pas considérés comme 'entité assujettie' au sens de la loi du 18 septembre 2017.

La notion de 'pays tiers' est définie à l'article 4, 8° de la loi comme étant 'un État qui n'est pas partie à l'Accord sur l'Espace économique européen'. La notion de 'personnes physiques ou morales relevant du droit d'un état tiers' doit donc s'entendre par opposition à la notion de 'personne physiques ou morales relevant du droit d'un État membre de l'EEE'. Ne sont donc pas visées par cette notion les sociétés disposant d'un siège social dans un État membre de l'EEE, et ce même s'ils ont établi par ailleurs une succursale (ou une autre forme d'établissement) dans un État tiers.

Si la cohérence de ce nouvel alinéa avec les alinéas précédents pose question, il est proposé de préciser à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 14° /1 et 14°/2 que l'assujettissement à la loi des entités visées dans ces deux points ne porte pas préjudice au principe d'interdiction pour les prestataires relevant du droit d'un pays tiers de prêter de tels services en Belgique. À cet effet, la modification suivante pourrait être apportée :

'14°/1 Sans préjudice de l'alinéa 8, les prestataires de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales établis sur le territoire belge et visés dans l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 2 du présent paragraphe ;

14°/2 Sans préjudice de l'alinéa 8, les prestataires de services de portefeuilles de conservation établis sur le territoire belge et visés dans l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 2 du présent paragraphe ;'.

Il est également proposé de remplacer, dans le nouvel alinéa 8, les mots 'États tiers' par les mots 'pays tiers' étant donné la définition de cette notion à l'article 4, 8° ».

3. Les explications données par le délégué du Ministre permettent de mieux comprendre l'intention de l'auteur de l'avant-projet.

Cela étant, les justifications apportées pour justifier l'exclusion des prestataires de services liés aux monnaies virtuelles « relevant du droit d'un pays tiers » (c'est-à-dire ayant leur siège social dans ce pays tiers) ne paraissent pas pertinentes au regard de l'objectif poursuivi et se placent par ailleurs en contradiction avec l'article 191 de la Constitution¹, lu en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution et le principe de proportionnalité.

¹ Sur la portée de cet article, voir C.C., 14 juillet 1994, n° 61/94, B.2.

En effet, le commentaire de l'article 2 de l'avant-projet précise ce qui suit, comme cela a été confirmé par les informations reçues du délégué du Ministre :

« En outre, étant donné les risques que représentent les services d'échange de monnaies virtuelles et les services de portefeuille de conservation en terme de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme et potentiellement également pour la stabilité financière belge, et compte tenu de l'incertitude quant à la réglementation applicable en dehors de l'Union européenne, il est également proposé de préciser qu'il est interdit aux personnes physiques ou morales relevant du droit d'un État tiers d'offrir de fournir ou de fournir, sur le territoire belge, à titre d'activité professionnelle habituelle, même complémentaire ou accessoire des services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales ou des services de portefeuilles de conservation.

Dans l'état actuel de la législation, les prestataires de services relevant du droit d'un État tiers ne seraient soumis à la loi AML belge et contrôlés en Belgique que s'ils établissent une succursale ou une autre forme d'établissement stable. À défaut, ils peuvent agir en libre prestation de services sans aucun contrôle ».

Or, si la logique de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 7, en projet de la loi du 18 septembre 2017 est suivie, des prestataires de services liés aux monnaies virtuelles « relevant du droit d'un pays tiers » seront également tenus de respecter la législation belge en la matière dès lors qu'ils auront installé sur le territoire belge des infrastructures électroniques par le biais desquelles ils offrent les services liés aux monnaies virtuelles. Ces prestataires devront procéder à une inscription et pourront, dans ce cadre, être contrôlés par la FSMA.

Il paraît dès lors disproportionné à l'objectif de contrôle poursuivi d'interdire aux prestataires de services liés aux monnaies virtuelles « relevant du droit d'un pays tiers » (compris comme ayant leur siège social dans ce pays tiers) toutes prestations en la matière via des infrastructures électroniques installées sur le territoire belge.

Le dispositif sera réexaminé à la lumière de cette observation et l'exposé des motifs, le cas échéant, dûment complété.

4. En toutes hypothèses, le dispositif devra être clarifié afin qu'il n'existe aucun doute quant à sa portée et quant à l'articulation entre les alinéas 7 et 8 et entre ces alinéas et l'alinéa 1^{er}, 14°/1 et 14°/2, de l'article 5, § 1^{er}, en projet de la loi du 18 septembre 2017. Toute utilisation de la notion de « personne physique ou morale relevant d'un pays tiers » sera définie.

Article 3

1. L'article 3, 4°, de l'avant-projet prévoit un nouvel alinéa 2 qui sanctionne ceux « qui contreviennent à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 7 ».

Comme l'a confirmé le délégué du Ministre, une sanction similaire est déjà prévue par l'article 137, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 18 septembre 2017, dès lors que cette disposition prévoit ce qui suit :

« Sont punis d'une amende de 250 à 225 000 euros :

[...]

3° ceux qui, sans être inscrits à cet effet conformément à la procédure déterminée par le Roi, exercent une des activités visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 7 ».

2. Le délégué du Ministre a précisé que l'objet de l'article 3, 4°, de l'avant-projet est en réalité de sanctionner pénalement ceux qui exercent l'activité de prestataire de services d'échange entre monnaie virtuelle et monnaie légale ou de prestataire de services de portefeuille de conservation sans être inscrit ou après avoir renoncé à cette inscription, ou s'être vu radier cette inscription, ainsi que ceux (relevant de pays tiers) qui contreviennent au principe d'interdiction précité (c'est-à-dire, ceux qui contreviennent au nouvel alinéa 8 de l'article 5, § 1^{er}).

Comme l'a relevé le délégué du Ministre, l'article 136, alinéa 2, en projet de la loi du 18 septembre 2017 contient donc une erreur de référence. La référence à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 7, de la loi doit être remplacée par une référence à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 8 de la même loi.

3. Par ailleurs, de l'accord du délégué du Ministre, dès lors que l'avant-projet ajoute deux nouveaux alinéas à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 (entre les actuels alinéas 6 et 7), la référence de l'article 137, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 18 septembre 2017 à « l'article 5, § 1^{er}, alinéa 7 » sera remplacée par une référence à « l'article 5, § 1^{er}, alinéa 9 ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

OPSCHRIFT

In de Franse tekst moet het woord “relatives” worden ingevoegd tussen het woord “dispositions” en de woorden “au statut”.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. De afdeling Wetgeving vraagt zich af wat de strekking is van het nieuwe achtste lid van het ontworpen artikel 5, § 1, van de wet van 18 september 2017 ‘tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten’.

De vraag rijst namelijk of het begrip “natuurlijke of rechtspersonen die onder het recht van een derde Staat ressorteren” verwijst naar de definitie van “onderworpen entiteit die onder het recht van een derde land ressorteert”. Ook rijst de vraag of het de bedoeling is dat het achtste lid een afwijking vormt van het zevende lid. Met andere woorden: het is niet duidelijk of een aanbieder van diensten voor het wisselen tussen virtuele valuta en fiduciaire valuta of een aanbieder van bewaarportemonnees, die gevestigd is op het Belgisch grondgebied in de zin van het zevende lid (opzetten van elektronische infrastructuur) het verbod zou kunnen krijgen enige dienst aan te bieden vanwege het feit dat hij onder het recht van een derde land valt, omdat hij in dat land bijvoorbeeld een bijkantoor of zijn maatschappelijke zetel zou hebben.

2. Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister de volgende precisering gegeven:

“En ce qui concerne la portée du nouvel alinéa 8 de l’article 5, § 1^{er} de la loi du 18 septembre 2017, il vise à insérer dans la loi une disposition destinée à interdire la prestation de services d’échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales et de services de portefeuilles de conservation à toute personne physique ou morale relevant du droit d’un État tiers. En effet, étant donné les risques que représentent les services

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

d'échange de monnaies virtuelles et les services de portefeuille de conservation en terme de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme et potentiellement également pour la stabilité financière belge, et compte tenu de l'incertitude quant à la réglementation applicable en dehors de l'Union européenne, il paraît plus prudent d'interdire toute prestation de ce type de services en Belgique par des entités ne relevant pas du droit d'un État membre de l'EEE. Comme mentionné dans le projet d'exposé des motifs, cette interdiction est inspirée de celle applicable aux Pays-Bas et elle est également envisagée dans le cadre des discussions européennes sur le projet de Règlement du Parlement européen et du Conseil sur les marchés de crypto-actifs. Dans ce projet, un siège social dans l'Union européenne est en effet requis.

Cet alinéa n'est donc aucunement lié à l'alinéa précédent et il doit se lire de manière autonome.

La notion de 'personnes physiques ou morales relevant du droit d'un état tiers' ne fait pas référence à la définition de 'entité assujettie relevant du droit d'un pays tiers'. Les prestataires précités n'étant pas autorisés à prêter leurs services en Belgique, ils ne seront pas considérés comme 'entité assujettie' au sens de la loi du 18 septembre 2017.

La notion de 'pays tiers' est définie à l'article 4, 8° de la loi comme étant 'un État qui n'est pas partie à l'Accord sur l'Espace économique européen'. La notion de 'personnes physiques ou morales relevant du droit d'un état tiers' doit donc s'entendre par opposition à la notion de 'personne physiques ou morales relevant du droit d'un État membre de l'EEE'. Ne sont donc pas visées par cette notion les sociétés disposant d'un siège social dans un État membre de l'EEE, et ce même s'ils ont établi par ailleurs une succursale (ou une autre forme d'établissement) dans un État tiers.

Si la cohérence de ce nouvel alinéa avec les alinéas précédents pose question, il est proposé de préciser à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 14° /1 et 14°/2 que l'assujettissement à la loi des entités visées dans ces deux points ne porte pas préjudice au principe d'interdiction pour les prestataires relevant du droit d'un pays tiers de prêter de tels services en Belgique. À cet effet, la modification suivante pourrait être apportée :

'14°/1 Sans préjudice de l'alinéa 8, les prestataires de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales établis sur le territoire belge et visés dans l'arrêt pris en exécution de l'alinéa 2 du présent paragraphe ;

14°/2 Sans préjudice de l'alinéa 8, les prestataires de services de portefeuilles de conservation établis sur le territoire belge et visés dans l'arrêt pris en exécution de l'alinéa 2 du présent paragraphe ;'.

Il est également proposé de remplacer, dans le nouvel alinéa 8, les mots 'États tiers' par les mots 'pays tiers' étant donné la définition de cette notion à l'article 4, 8°.

3. Dankzij de toelichting van de gemachtigde van de minister is de bedoeling van de steller van het voorontwerp duidelijker.

Los daarvan lijken de redenen die worden aangevoerd ter rechtvaardiging van de uitsluiting van de aanbieders van diensten in verband met virtuele valuta "die onder het recht van een derde land ressorteren" (dat wil zeggen die hun maatschappelijke zetel in dat derde land hebben), niet relevant te zijn ten aanzien van het nagestreefde doel. Ze zijn bovendien in tegenspraak met artikel 191 van de Grondwet,¹ gelezen in combinatie met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en met het evenredigheidsbeginsel.

¹ Zie over de strekking van dat artikel GwH 14 juli 1994, nr. 61/94, B.2.

De bespreking van artikel 2 van het voorontwerp bevat namelijk de volgende precisering, zoals bevestigd door de inlichtingen die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt:

“Gelet op de risico's die de diensten voor het wisselen tussen virtuele valuta en fiduciaire valuta en de bewaarportemonnees inhouden inzake witwassen van geld en financiering van terrorisme, en mogelijk ook voor de Belgische financiële stabiliteit, en gelet op de onzekerheid over de reglementering die buiten de Europese Unie van toepassing is, wordt verder ook voorgesteld te verduidelijken dat het natuurlijke of rechtspersonen die onder het recht van een derde Staat ressorteren, verboden is om op Belgisch grondgebied als gewone professionele activiteit, ook al vormt die voor hen een aanvullende of bijkomende activiteit, diensten te verlenen of aan te bieden voor het wisselen tussen virtuele valuta en fiduciaire valuta, of bewaarportemonnees aan te bieden.

In de huidige stand van de wetgeving zouden de aanbieders van diensten die onder het recht van een derde Staat ressorteren, enkel aan de Belgische AML-wet zijn onderworpen en zouden zij in België enkel aan toezicht worden onderworpen als zij er over een bijkantoor of een andere vorm van duurzame vestiging beschikken. Zo niet, kunnen zij in het kader van het vrij verrichten van diensten handelen, zonder enige vorm van toezicht”.

Indien men de logica van het ontworpen artikel 5, § 1, zevende lid, van de wet van 18 september 2017 volgt, zijn aanbieders van diensten in verband met virtuele valuta “die onder het recht van een derde land ressorteren” echter ook verplicht de Belgische wetgeving ter zake na te leven, aangezien ze op het Belgisch grondgebied elektronische infrastructuur hebben opgezet waarmee ze diensten in verband met virtuele valuta aanbieden. Die aanbieders moeten zich dus laten inschrijven bij de FSMA, en kunnen aldus door de FSMA worden gecontroleerd.

Ten aanzien van het nagestreefde doel inzake toezicht lijkt het derhalve disproportioneel om de aanbieders van diensten in verband met virtuele valuta “die onder het recht van een derde land ressorteren” (wat beduidt dat ze hun maatschappelijke zetel in dat derde land hebben) te verbieden enige dienst ter zake aan te bieden via elektronische installaties op het Belgisch grondgebied.

Het dispositief moet in het licht van deze opmerking opnieuw worden onderzocht, en indien nodig moet de memorie van toelichting op passende wijze worden aangevuld.

4. Hoe dan ook moet het dispositief worden verduidelijkt zodat er geen enkele twijfel bestaat over de strekking ervan, noch over de samenhang tussen het zevende en het achtste lid en tussen die beide leden en het eerste lid, 14°/1 en 14°/2, van het ontworpen artikel 5, § 1, van de wet van 18 september 2017. Bij gebruik van het begrip “natuurlijke of rechtspersoon die onder een derde land ressorteert” moet dat begrip gedefinieerd worden.

Artikel 3

1. Artikel 3, 4°, van het voorontwerp voorziet in een nieuw tweede lid luidens hetwelk “zij die artikel 5, § 1, zevende lid, overtreden” worden gestraft.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, wordt reeds in een soortgelijke sanctie voorzien in artikel 137, eerste lid, 3°, van de wet van 18 september 2017, dat immers het volgende bepaalt:

“Worden bestraft met een geldboete van 250 tot 225 000 euro:

(...)

3° zij die, zonder daarvoor ingeschreven te zijn overeenkomstig de door de Koning bepaalde procedure, één van de activiteiten bedoeld in artikel 5, § 1, zevende lid, uitoefenen”.

2. De gemachtigde van de minister heeft gesteld dat de eigenlijke bedoeling van artikel 3, 4°, van het voorontwerp bestaat in de strafrechtelijke bestraffing van personen die, zonder dat ze zijn ingeschreven of nadat ze van die inschrijving hebben afgezien of nadat die inschrijving is geschrapt, de activiteit uitoefenen van aanbieder van diensten voor het wisselen tussen virtuele valuta en fiduciaire valuta of aanbieder van bewaarportemonnees, alsook van personen (die onder een derde land ressorteren) die het voornoemde principiële verbod overtreden (namelijk personen die inbreuk maken op het nieuwe achtste lid van artikel 5, § 1).

Zoals de gemachtigde van de minister heeft opgemerkt, bevat het ontworpen artikel 136, tweede lid, van de wet van 18 september 2017 dus een foute verwijzing. De verwijzing naar artikel 5, § 1, zevende lid, van de wet moet worden vervangen door een verwijzing naar artikel 5, § 1, achtste lid, van diezelfde wet.

3. Aangezien bij het voorontwerp twee nieuwe leden in artikel 5, § 1, van de wet van 18 september 2017 worden toegevoegd (tussen het huidige zesde en zevende lid), moet, zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, de verwijzing naar “artikel 5, § 1, zevende lid” in artikel 137, eerste lid, 3°, van de wet van 18 september 2017 worden vervangen door een verwijzing naar “artikel 5, § 1, negende lid”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Martine BAGUET